

CTL - Suppressions d'emplois du 6 janvier 2015 : Liminaire

Une saignée intolérable !

Monsieur le Président,

Les représentants FO-DGFIP sont réunis ce jour pour un Comité technique local dédié aux suppressions d'emploi prévues pour la DRFiP du Calvados dans la loi de Finances pour 2015.

Les représentants FO-DGFIP n'ont pas sollicité les suffrages de leurs collègues pour, dès la première réunion, pratiquer la politique de "la chaise vide". Ils savent, en effet, depuis longtemps, que ce type d'action arrange la Direction Générale, comme les directions locales en leur évitant d'avoir à répondre à des questions trop précises sur la politique désastreuse qu'ils infligent à la DGFIP et surtout à leurs agents. Ils tiennent donc à exprimer le total désaccord du **syndicat FO-DGFIP** quant aux suppressions d'emplois par leur vote.

Désormais, aucune justification n'est admise par les agents à une quelconque suppression d'emploi. **Les représentants FO-DGFIP** et les agents le savent : c'est la direction des finances publiques que l'on veut tuer.

D'ailleurs, l'aveu en est fait involontairement dans les documents de travail qui nous ont été fournis. "Du point de vue méthodologique, il est mis fin aux fléchages". C'est bien la preuve irréfutable que les suppressions d'emplois ne sont plus identifiables et relèvent pour la direction générale de la politique du "doigt mouillé". La direction générale tente de s'en dédouaner en confiant aux directions locales la lourde tâche de tenter d'extraire des emplois où cela pourrait faire le moins mal. Malheureusement, vidée de sa substance depuis des années de ponctions, la DRFiP du Calvados est à bout de souffle.

En asséchant méthodiquement les services, la direction justifie des regroupements, des départementalisations, orientations directement tirées de la Démarche Stratégique à la Direction Générale des Finances Publiques, qui enlèvent tout sens à l'exercice des missions et font perdre leurs repères aux agents.

En réduisant les horaires d'ouverture au public, elle met en place la fermeture prochaine des plus petites unités au détriment du service public de proximité que l'administration doit aux usagers.

Les représentants FO-DGFIP n'acceptent pas cette saignée.